1. *Débitrice:* **EVAFORM SARI, Ph. Villard, associé-gérant**, Neuve 16 B, **1020 Renens**

2. *Remarques:* COMMANDEMENT DE PAYER

Poursuite ordinaire par voie de saisie ou de faillite

No 2'316'452

Créancier FONDATION INSTITUTION SUPPLETIVE LPP, Agence régionale de la Suisse romande, av. Rumine 13, 1005 Lausanne, mandataire

requiert paiement de CHF 6'579.- plus intérêt à 5% du 21.08.2007 +

CHF 150.- sans intérêt +

CHF 13.- sans intérêt +

CHF 28.- sans intérêt +

CHF 100.- sans intérêt +

CHF 300.- sans intérêt +

CHF 140.50 sans intérêt

Titre et date de la créance, cause de l'obligation : 1) Dossier no 1986572-08.2007 solde du compte courant prime au 20.08.07. 2) Frais de sommation et frais de contentieux.

3) Frais de rejet de l'OP Montreux du 13.09.07. 4) Frais de rejet de l'OP Lausanne-Ouest. 5) Frais de contentieux pour 2ème poursuite. 6) Frais de justice du Tribunal d'arrondissement de Lausanne selon prononcé rendu le 28.03.08. La Fondation institution supplétive LPP n'est pas une caisse publique au sens de l'art. 43 chiffre 1 LP.

Le débiteur est sommé de payer au créancier les sommes ci-dessus ainsi que les frais de poursuite.

Si le débiteur entend contester tout ou partie de la dette ou le droit du créancier d'exercer des poursuites, il doit former opposition, c'est-à-dire en faire, verbalement ou par écrit, la déclaration immédiate à celui qui lui remet le commandement de payer ou à l'office soussigné dans les dix jours à compter de la notification du commandement de payer. Le débiteur poursuivi qui ne conteste qu'une partie de la dette doit indiquer exactement le montant contesté, faute de quoi la dette entière est réputée contestée.

Si le débiteur poursuivi en raison d'une créance demeurée totalement ou partiellement impayée dans une procédure de faillite ou soumise en vertu de l'art. 267 LP aux mêmes restrictions qu'une créance pour laquelle un acte de défaut de biens a été délivré entend contester le droit de faire valoir ladite créance par la voie d'une poursuite parce qu'il ne serait pas revenu à meilleure fortune, il doit le mentionner expressément dans son opposition, sauf à être déchu du droit de faire valoir ce moyen.

Si le débiteur et son conjoint vivent sous le régime de la communauté de biens (art. 221 ss CC), l'office des poursuites doit en être avisé afin qu'il puisse également notifier au conjoint le commandement de payer et les autres actes de poursuite. Le conjoint peut aussi former opposition. Si le débiteur ou son conjoint entend, non pas contester l'existence de la dette ou son montant, mais simplement faire valoir que les biens propres du débiteur ou sa part aux biens communs répondent de la dette à l'exclusion des biens communs, l'opposition doit être motivée dans ce sens, faute de quoi l'existence et le montant de la dette sont également réputés contestés.

Si l'épouse poursuivie est soumise au régime de l'union des biens ou de la communauté des biens selon le Code civil dans sa teneur de 1907 (cf. art. 9e et 10/10a Titre final CC), un commandement de payer n'est notifié à son mari que si le créancier en fait la demande. Dans ce cas, le mari peut aussi former opposition. Si la débitrice ou son mari entend, non pas contester l'existence de la dette ou son montant, mais simplement faire valoir que les biens réservés de la femme répondent seuls de la dette, l'opposition doit être motivée dans ce sens, faute de quoi l'existence et le montant de la dette sont également réputés contestés.

Si le débiteur n'obtempère pas à la présente sommation de payer, le créancier pourra requérir la continuation de la poursuite.

Lausanne, le 4 avril 2008

Office des poursuites de Lausanne-Ouest :

Ch. Fattebert, subst. B

NOTIFICATION

Le présent acte est notifié au débiteur le 18 avril 2008 conformément aux dispositions de l'art. 66 al. 4 chiffre 1 LP par publication dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce et dans la Feuille des Avis Officiels du Canton de Vaud.

Office des poursuites de Lausanne-Ouest

1014 Lausanne

(04437496)